ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 1377

Texte de la question

ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à *M. Manuel Valls, pour le groupe socialiste.*

M. Manuel Valls. Depuis votre prise de fonctions, monsieur le ministre de l'éducation nationale, nous ne pouvons que noter un changement de style par rapport à votre prédécesseur : la cacophonie et le mépris ont fait place au silence, un silence particulièrement inquiétant ! *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Le mauvais budget pour 2004, aggravé par la suppression de plus de 30 % de postes aux concours de recrutement, enlève à l'école les moyens de fonctionner correctement.

M. Yves Nicolin. Démago !

M. Manuel Valls. Ainsi, dès la rentrée prochaine, le manque de personnels contribuera à accentuer la dégradation de l'encadrement des élèves, avec la surcharge des classes, la remise en cause de l'école maternelle *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)* et le non-remplacement des enseignants De plus, certaines disciplines ne seront plus enseignées, les fédérations de parents d'élèves s'en sont déjà inquiétées tout comme les enseignants.

M. Charles Cova. Il y a trop d'enseignants !

M. Manuel Valls. Le manque d'enseignants titulaires porte atteinte à la qualité de l'enseignement, mais il accroîtra également la précarité dans l'éducation nationale, car le nombre de personnels précaires explosera pour faire face à la pénurie de remplaçants.

M. Philippe Pemezec. C'est excessif !

M. Manuel Valls. Ainsi, après avoir été le premier licencieur de France, avec la suppression des emplois-jeunes et des aides-éducateurs *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*, vous vous apprêtez à devenir le champion de l'emploi précaire dans la fonction publique. (Mêmes mouvements.)

Il y a pire : en fermant des portes aux concours, alors que les effectifs des élèves augmentent dès cette année et que les départs en retraite s'accélèrent, vous organisez, monsieur le ministre, une crise et une pénurie sans précédent pour les toutes prochaines années.

M. Olivier Dassault. C'est honteux de dire de telles choses !

M. Manuel Valls. Si l'école de la République ne va pas bien, la crise actuelle est la conséquence directe de votre action et de vos choix budgétaires ! *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Manuel Valls. Je souhaite vous poser deux questions précises. Premièrement, vous engagez-vous à rétablir les postes supprimés en 2004 alors qu'ils étaient inscrits au budget ?

Deuxièmement, comptez-vous remplacer les milliers de départs en retraite prévus pour l'année 2005 dans le cadre d'un véritable plan pluriannuel de recrutement, comme celui mis en place par le gouvernement de Lionel Jospin et supprimé par celui de Jean-Pierre Raffarin ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Yves Nicolin. Amuseur !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la

recherche
M. François Fillon, *ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche*. Monsieur Valls, j'ai reçu, ces derniers jours, toutes les organisations syndicales de l'éducation nationale. Elles m'ont fait part de leurs préoccupations et de leurs inquiétudes. Certaines s'expriment d'ailleurs aujourd'hui même dans la rue - d'où votre question - quoique de façon modérée. Mais le Gouvernement est attentif à cette manifestation, car dans tout mouvement social, il y a une part de vérité.
Cependant, monsieur le député, derrière les slogans se cache une réalité bien différente de celle que vous avez décrite.
M. Manuel Valls. Pas du tout !
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. La vérité, c'est que l'éducation nationale est la première priorité de notre pays. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)* Avec une dépense intérieure de 104 milliards d'euros, nous sommes le premier pays européen en matière d'éducation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
L'éducation nationale est le premier employeur de France avec plus de 800 000 enseignants dans le primaire et le secondaire.
M. Michel Vergnier. Ce n'est pas grâce à vous !
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Et il est aujourd'hui le premier recruteur, avec plus de 30 000 postes offerts en 2004.
M. André Chassaigne. Ce n'est pas une réponse.
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Aucune menace ne pèse sur l'encadrement des classes.
M. Christian Bataille. Si !
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Aucune menace non plus, sur l'école maternelle, monsieur le député.
Plusieurs députés du groupe socialiste. Si !
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Nous préparons le budget pour 2005 et nous cherchons...
M. Michel Delebarre. Des sous !
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. ... un équilibre entre notre volonté de poursuivre la modernisation de notre service public de l'éducation nationale et la nécessité de réduire les déficits dans notre pays. On ne peut pas tout miser sur notre jeunesse et, dans le même temps, lui laisser supporter les dépenses que nous n'aurons pas été capables d'assumer. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*
Dans cet esprit, je souhaite, avec les organisations syndicales, engager une réflexion sur un véritable plan pluriannuel pour les emplois.
M. Christian Bataille. Quel culot ! vous supprimez des postes !
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce plan, monsieur le député, tiendra compte des effectifs, qui augmentent dans le primaire, mais qui, vous ne l'avez pas dit, baissent de manière très importante dans le secondaire...
M. Bruno Le Roux. Vous fermez des classes primaires.
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. ...ainsi que des départs en retraite et des priorités de la politique éducative du Gouvernement.
Il faut plus de lisibilité, il faut éclairer les étudiants sur les carrières de l'enseignement, et il convient, vous avez eu raison d'insister sur ce point, de faire régresser la précarité.
Monsieur Valls, je serais heureux de connaître les propositions du Parti socialiste sur ces sujets !
M. Lucien Degauchy. Il n'en a aucune !
M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Soutenir les slogans des manifestants ne constitue pas une politique de l'éducation pour nos enfants ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Données clés

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QG1377

Auteur : M. Manuel Valls
Circonscription : Essonne (1re circonscription) - Socialiste
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1377
Rubrique : Enseignement
Ministère interrogé : éducation nationale
Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 26 mai 2004
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mai 2004